

REGARDS

ÉTAT DE LA NATION

Enfin branchés !

Raymond Klein

Essayer de contenter tout le monde est un exercice périlleux. On peut être lâché par un câble, se trahir par des silences assourdissants, brouiller le message principal.

Rien à faire, c'est la panne technique à la Chambre et l'ajournement de la séance qui resteront dans les annales. La mésaventure de mardi dernier est passablement extraordinaire - il eût fallu un discours révolutionnaire pour éclipser, dans l'esprit des observatrices et observateurs, le non-événement d'un câble déconnecté. Or le quatrième « état de la nation » de Xavier Bettel était tout sauf révolutionnaire. Intitulé « Liewensqualität fir Lëtzebuerg », il se voulait ancré dans le souci du bien-être des gens - ce qui lui a valu, de la part de l'opposition de droite, le reproche de dépeindre tout en rose.

C'est vrai que des phrases comme celle qualifiant le Luxembourg de « start-up nation » sonnent un peu creux... sauf que, dans ce cas-là, la panne technique de la veille rappelait à l'élite politique ce que les citoyens vivent tous les jours. Car la modernisation et la digitalisation en cours au grand-duché n'empêchent pas les trains de multiplier les retards et les formulaires électroniques d'être plus compliqués à remplir que ceux sur papier.

Mettons que l'intention du premier ministre était sans doute de signaler qu'il fallait aller de l'avant en la matière. D'ailleurs, il a évoqué le rapport Rifkin, contrairement à l'année dernière (woxx 1369). C'est que, entre-temps, les idées de l'utopiste écosocial américain ont été retaillées pour servir les intérêts du patronat luxembourgeois. Il reste que ce rapport fait avancer un peu le pays sur

la voie d'un développement durable, à l'image du projet de logements sociaux et économes en énergie à Olm mentionné par Bettel. Le premier ministre a d'ailleurs assuré que dans le domaine économique, il fallait « miser sur la qualité plutôt que la quantité ». Qu'il ait ensuite renvoyé aussi bien aux biotechnologies qu'à la logistique ne fait que souligner l'ambiguïté de cette « croissance qualitative » (voir aussi woxx 1402).

Fourmi devenue cigale

La politique budgétaire faisait partie, comme les années précédentes, de l'opération séduction. Sauf qu'au fil du temps, la fourmi bleu-rose-vert s'est métamorphosée en cigale. Le triple A accordé par les agences de rating était invoqué par Bettel pour justifier non seulement « un niveau d'investissements exceptionnel », mais aussi des emprunts supplémentaires afin de profiter des taux d'intérêt favorables. Et comme si le temps effaçait toutes les blessures, le nom que Bettel avait soigneusement évité de mentionner en 2016 s'est retrouvé dans son discours de 2017 : « Luxleaks » - « un héritage du passé », qui n'empêchera pas, dicit Bettel, le gouvernement d'établir « la transparence ». Et ce malgré « les articles négatifs dans la presse étrangère » - à croire que le premier ministre n'a pas lu les commentaires critiques par rapport à Luxleaks d'une bonne partie de la presse nationale (par exemple : woxx 1370).

Le nombre de sujets abordés est une fois de plus impressionnant pour un discours qui a duré moins de 80 minutes. C'est aussi dû au bric-à-brac de mesures annoncées, telles que les transports en commun gratuits pour



Ascension du pic du
Quayrat avec guide et
panier pique-nique.
Progresser sans oublier
la qualité de vie.

les bénévoles ou la multiplication des défibrillateurs. Bettel s'est même penché sur le développement de l'agriculture biologique - pourtant sujet de friction entre les aspirations du parti vert et la politique du ministre DP. Les réformes sociétales par contre, sujet phare lors du premier « état de la nation » en 2014, sont restées un sujet marginal, reléguées pêle-mêle avec le dialogue social en queue de discours.

Était-ce pour éviter de rouvrir les blessures mal guéries du référendum désastreux de 2015 ? C'était alors la seule concession faite à l'horizon des élections législatives dans un an et demi. Apparemment, ni les résultats déplorables des sondages ni les potentiels clivages entre partenaires de coalition n'ont impressionné Bettel. Son discours ressemblait au contraire à celui d'un leader confiant de gouverner dans la durée, présentant ses projets l'un après l'autre, sans précipitation. Et, hélas, sans pathos - mis à part les sujets du logement et de la croissance économique, la performance de Bettel manquait une fois de plus de présence. Plus contre-productif encore : afficher ainsi l'assurance et l'unité de la coalition ne contribue guère à lui conférer un ou des profils pour les batailles électorales à venir.

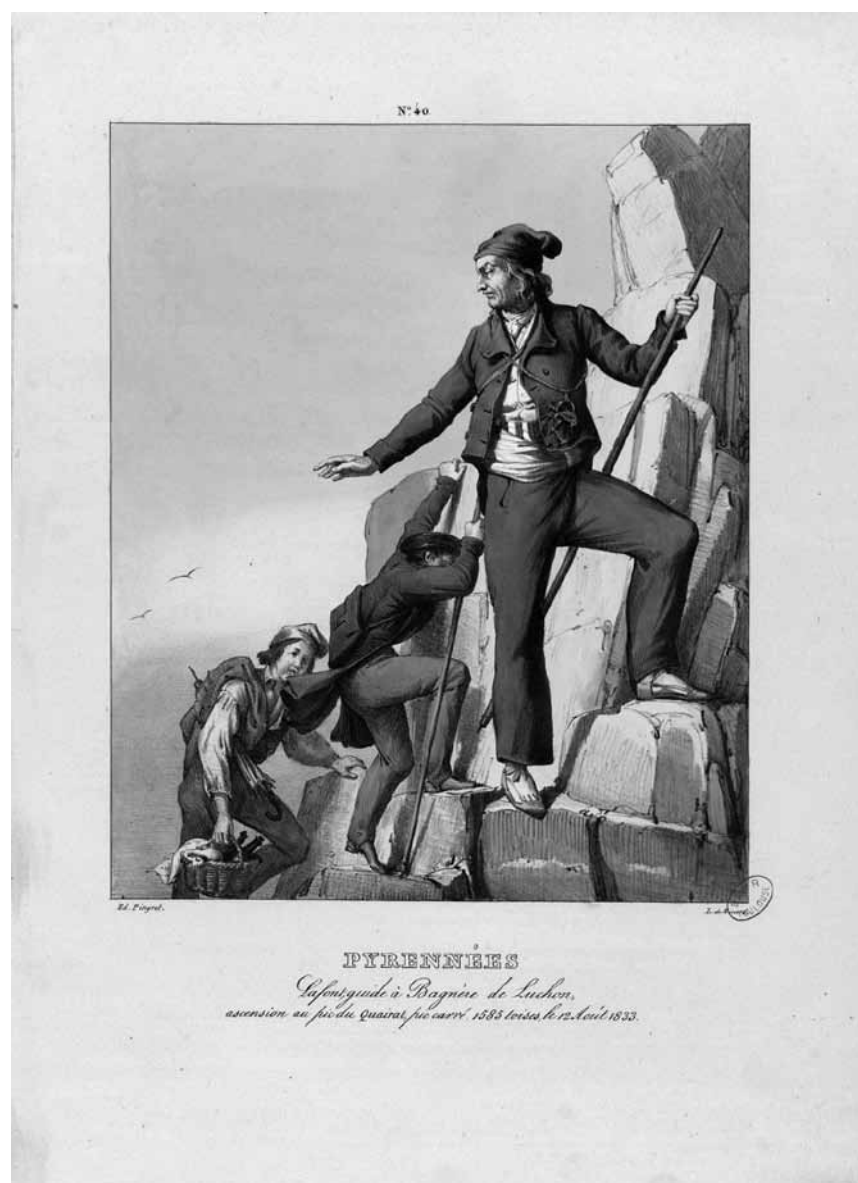
Silences non techniques

Car bataille il y aura. Gast Gybérien de l'ADR l'a exprimé plus ouvertement que le CSV : à ses yeux, l'évolution actuelle du Luxembourg est « catastrophique ». Clairement, la droite attaquera la coalition sur des sujets identitaires : nationalité, langue, patrimoine... des sujets sur lesquels l'« état de la nation » est resté quasiment muet. Alors, ce discours, n'était-ce que de belles paroles en l'air ?

Pas seulement. Bettel a notamment su se positionner habilement sur un sujet traditionnellement porteur pour la droite. « Au centre de notre société se dresse la famille », a-t-il affirmé. Pour enchaîner avec les évolutions des modèles de vie familiale et l'activité professionnelle des femmes. « Ce n'est pas à nous de définir ce qui est juste ou faux, d'imposer tel ou tel modèle, mais nous devons répondre aux besoins concrets des parents. » Oubliées les injonctions aux femmes d'aller travailler - dans leur propre intérêt -, voici que le premier ministre libéral remet au premier plan la liberté de choix individuelle.

Relevons aussi la créativité avec laquelle le gouvernement semble aborder les problèmes de la mobilité et du logement - qui constituent la face rationnelle des peurs diffuses du « Luxembourg profond ». Ainsi, après la mise en place d'espaces « Park and Ride » au plus près des frontières luxembourgeoises, le gouvernement envisage désormais des immeubles de bureau flexibles où les frontaliers pourraient venir travailler sans devoir traverser la moitié du pays. Alors, pourquoi ne pas simplement les mettre au télétravail depuis chez eux ? Bettel ne l'a pas explicité, mais la trouvaille des immeubles « Ride and Work » est simplement due aux dispositions européennes qui obligeraient les télétravailleurs à payer leurs impôts dans leur pays de résidence.

Côté aménagement du territoire, les idées ne manquent pas non plus. En plus de la construction de logements, le gouvernement voudrait faciliter les déplacements entre domicile et lieu de travail. Bettel a parlé d'« amener des activités économiques là où il y a des projets de construction



PYRENNÉES
*Lafont guide à Bagnères de Luchon,
ascension au pic du Quayrat, pic carot, 1585 toises le 12 Août 1833.*

IMAGE : WIKIMÉDIA / EDOUARD PINGRET, 1834 / PD

de logements », mais aussi de revaloriser « des lieux d'habitation pas encore attractifs parce que mal desservis par les transports en commun ».

Idées vertes mais pas mûres

Or, ce qui sonne comme du développement durable peut également signifier qu'on construira n'importe quoi n'importe où. Le projet d'Olm par exemple est considéré par le Mouvement écologique comme « complètement surdimensionné » au vu des déficiences d'infrastructures de transport. On se demande aussi ce qu'est devenu le programme directeur qui était axé sur le développement d'un nombre restreint de localités bien desservies par des moyens de transport publics. Quant à l'esprit Grande Région, c'est-à-dire le paradigme d'un grand-duché noyau dynamique entretenant des relations équitables avec ses voisins, on n'en trouve trace dans ce discours apparemment peu visionnaire.

Et pourtant ! Que dire de l'introduction choisie par Bettel, commémorant le traité de Londres de 1867 ? « Le changement (...), la forteresse a

été démantelée (...), un pays qui a pu se développer économiquement. » Ce qui aurait pu être un hommage consensuel et poussiéreux joue, dans ce discours, le rôle de leitmotiv caché. Car les éloges de la « qualité de vie » éparpillés au cours des 80 minutes sont manifestement là pour la forme. C'est bien l'idée que le Luxembourg doit continuer à progresser, plutôt que de s'enfermer dans un statu quo, qui revient de façon naturelle au fil du discours.

Alors pourquoi ne pas afficher la couleur ? Le premier ministre a projeté des graphiques sur la croissance de la population entre 1981 et 2017. Pourquoi escamoter la perspective du million d'habitants à l'horizon 2050, en parfaite cohérence avec l'attitude qu'il a prônée ? Vouloir éviter ce type de polémique tout en restant sur des positions progressistes et pro-croissance ne sera pas forcément payant pour la coalition. Qui sait, ce silence-là est peut-être également dû à un problème « technique » ? La suite du programme... en avril 2018.